

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce : la victoire « à la Pyrrhus » de la droite

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 20 juin 2012

Démocratie & Socialisme

Ne nous y trompons pas, nous ne sommes en rien préservés du sort que la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI), Angela Merkel et les marchés financiers font subir à la Grèce. Ils ont imposé à la Grèce un plan de destruction sociale totalement inédit dans un pays européen en temps de paix. Ils n'auront aucune hésitation à essayer nous infliger la même punition s'ils estiment que les intérêts de la Finance sont en jeu.

La victoire de la droite

Nouvelle Démocratie, l'emporte avec 29,66 % des suffrages exprimés, très loin des 45,41 % obtenus, lors de sa dernière victoire électorale, en mars 2004. C'est un parti de droite, l'équivalent de l'UMP en France, il siège d'ailleurs, comme ce dernier, dans les rangs du Parti Populaire Européen (PPE) au Parlement européen. Avec la prime de 50 sièges accordée par la Constitution grecque au parti arrivé en tête des élections législatives, il détient 129 sièges alors qu'il faut 151 sièges pour obtenir la majorité au Parlement grec. Il lui faut donc passer des alliances, au minimum avec le Pasok dont les 33 sièges permettraient d'atteindre 162 sièges et donc la majorité absolue.

Il ne s'est guère embarrassé de scrupules pour obtenir sa victoire. Soutenus par les médias grecs et européens, par la plupart des gouvernements de la zone euro, il a fait de sa campagne une campagne de la peur, menaçant les Grecs des pires calamités et en particulier de la sortie de la zone euro si Syriza l'emportait. Il n'a pas hésité non plus à reprendre les termes de l'extrême-droite contre « l'invasion des immigrants » et à accueillir à bras ouverts quelques transfuges notables de l'un des partis de cette extrême-droite, le Laos.

La victoire de la droite est une victoire de la peur. Les médias grecs, la plupart des dirigeants européens, Nouvelle Démocratie ont tout fait pour transformer ce vote en un vote « pour ou contre l'euro ». Un vote qui, aussitôt la victoire de la droite annoncée, est d'ailleurs devenu dans la quasi-totalité des médias, en Grèce comme en France ou en Allemagne, un vote « pour l'austérité ».

Quand il s'agit de tenter de sauver la Finance, la mémoire de certains dirigeants européens s'avère bien courte. Ils semblent avoir oublié que Nouvelle Démocratie était le parti qui, au pouvoir entre 2004 et 2009, avait dissimulé la moitié du déficit budgétaire de la Grèce de 2009 (6,3 % contre 12,7 % en réalité) et provoqué la crise de la dette publique grecque.

Son dirigeant, Antonis Samaras, cherche aujourd'hui à obtenir la participation ou le soutien parlementaire du Pasok et de Dimar (une scission de droite de Syriza en 2011) pour constituer un gouvernement.

La courte défaite de Syriza

Le parti de gauche, Syriza, défendait cinq mesures concrètes et immédiates : stopper les licenciements dans la fonction publique, augmenter le salaire minimum de 480 à 750 euros (le niveau du salaire minimum avant que la Troïka n'impose une baisse 270 euros de cet équivalent grec de notre Smic), rétablir les conventions collectives de travail, annuler la dette des ménages en difficulté, supprimer la nouvelle taxe d'habitation qui frappait durement les ménages les plus modestes. Il exigeait également la renégociation du « mémorandum » le plan de destruction sociale de la Grèce imposé par la Troïka.

Contrairement à toute la campagne des médias européens, en France comme ailleurs, Syriza est opposé à la sortie

de la Grèce de l'euro. Mais il ne s'est guère trouvé de dirigeants politiques pour rappeler que le traité de Lisbonne ne prévoit en aucun cas la sortie d'un État-membre de la zone euro. Peu de dirigeants politiques ont surtout rappelé que le chantage de l'Allemagne, de la Troïka et des conservateurs grecs n'était que du bluff et que la sortie de la Grèce de la zone euro était beaucoup trop dangereuse pour l'Union européenne et l'Allemagne en tout premier lieu. L'Union européenne ne pouvait pas prendre le risque de faire tomber tous les « dominos » (Espagne, Italie, Belgique...) les uns après les autres. Elle aurait été obligée de négocier le « mémorandum » sous la menace de voir la Grèce annuler une partie de sa dette et menacer de faillite les banques européennes.

Dans un entretien accordé à Libération, le 16 juin dernier, Réna Dourou, députée et porte-parole de Syriza était pourtant parfaitement explicite sur l'enjeu des élections, comme l'étaient d'ailleurs toutes les déclarations d'Alexis Tsipras : « *Il s'agit de décider de la politique à suivre pour que la Grèce reste dans la zone euro et y soit traitée de manière digne et égale. C'est la politique actuelle qui mène à la destruction de l'euro en plus de celle de la société grecque* ».

Syriza, par la voix de son dirigeant Alexis Tsipras, a décliné l'invitation de participer à un gouvernement dirigé par Nouvelle Démocratie et affirmé qu'il « était désormais le principal parti d'opposition ».

La déroute du Pasok

Le Parti socialiste grec d'Evangelos Vénizélos avait recueilli 43,92 % des sièges en 2009. La politique de soumission à la Finance et à Merkel-Sarkozy qu'il a mené pendant plus de deux ans, sous la direction de Georges Papandréou, lui a fait perdre plus de 30 % de l'électorat grec et 119 sièges au Parlement.

Le Pasok finira certainement par accepter d'entrer dans la majorité parlementaire de Nouvelle Démocratie et sans doute au gouvernement. Au moment où sont écrites ces lignes, il conditionne sa participation à un gouvernement dirigé par Nouvelle Démocratie à la participation de Syriza à ce gouvernement. On peut comprendre son angoisse : sans Syriza, participer à un tel gouvernement qui s'est engagé à respecter l'essentiel du « mémorandum » c'est-à-dire du plan de destruction sociale imposé à la Grèce par la Troïka risque de lui faire perdre encore quelques centaines de milliers de suffrages aux prochaines législatives.

Les nazis d'Aube dorée maintiennent leur score de mai dernier

Les nazis d'Aube dorée profitent de la misère sociale, du recul catastrophique des services publics dans les quartiers populaires, notamment de la police. Les privatisations en cours ne peuvent qu'accentuer ce phénomène.

Ils obtiennent le même score que le 6 mai 2012 (un peu moins de 7 %) Ils ne représentent aujourd'hui qu'un danger marginal mais comme partout et particulièrement en Grèce, le libéralisme sème à la fois le désordre et le désir d'ordre et c'est la politique imposée par le « mémorandum » qui a fait et continuera à faire le lit de ce parti.

Où va la Grèce ?

Le parti conservateur d'Antonis Samaras a remporté une victoire étriquée. Son assise populaire est encore plus étroite

puisque les partis qui refusent l'austérité ont recueilli près de 60 % des suffrages et que la grande majorité des Grecs qui ont voté pour lui l'ont fait pour éviter le pire alors qu'ils vont, malheureusement, subir le pire.

La Grèce est en récession depuis 5 ans. La politique de « rigueur » imposée par la Troïka a plongé le pays dans une récession encore plus profonde : son PIB a diminué de 6,9 % et ce sera sans doute bien pire en 2012. Selon l'Autorité des statistiques grecque, le chômage frappe 22,6 % de la population active et 52,7 % chez les moins de 24 ans. La situation humanitaire de la Grèce est des plus alarmantes : les suicides ont augmenté de 40 % en un an, le nombre de SDF est croissant, les gens ont de très grandes difficultés à obtenir des médicaments, la situation de ceux qui sont atteints d'un cancer ou du sida est infernale, les hôpitaux publics et les écoles ferment les uns après les autres...

Après avoir fait miroiter la possibilité d'une renégociation du « mémorandum » si Nouvelle Démocratie l'emportait, Angela Merkel vient brusquement de refermer la porte que son ministre du Budget avait un tout petit peu entrouverte en laissant entendre qu'il serait peut-être possible, non de revenir sur le « mémorandum » mais d'allonger un peu les délais de sa mise en pratique.

La poursuite des « réformes » exigées par le référendum va encore davantage plonger la Grèce dans la récession et la misère sociale. Beaucoup de ceux qui ont voté pour le parti d'Antonis Samaras vont s'apercevoir que ce vote n'a fait qu'aggraver les problèmes auxquels ils sont confrontés. Le mouvement social a maintenant, avec Syriza, trouvé un débouché politique à ses luttes et s'en trouve renforcé. Il serait donc tout à fait étonnant que le gouvernement d'Antonis Samaras, quel qu'il soit, puisse aller au bout de la législature et qu'il ne soit pas, bien avant, obligé d'organiser des élections anticipées.

Le bras de fer de François Hollande et d'Angela Merkel François Hollande est aujourd'hui engagé dans un bras de fer avec Angela Merkel pour imposer que l'Union européenne s'engage dans une politique de croissance, de relance de l'économie et rompe avec les politiques d'austérité que veut imposer la Chancelière allemande.

La situation de la Grèce indique, avec un cruel réalisme, à quel point la croissance et l'austérité sont antinomiques, à quel point sont incompatibles la relance et le « mémorandum », forme concrète que prend l'austérité en Grèce. Ce « mémorandum » qui brise la demande intérieure grecque, avec une baisse de 22 % des retraites, une baisse du même montant du salaire minimum et de 32 % du salaire des moins de 25 ans, interdit toute politique de relance. Essayons d'imaginer ce que pourrait être la croissance ou la relance de l'économie en France avec un Smic en recul de 22 % !

Et l'euro ?

Les marchés financiers restent tenaillés par l'inquiétude. Chercher à les « rassurer » relève décidément de la mission impossible. Les spéculateurs n'ont aucune illusion, ils savent que la Grèce est toujours sur la corde raide et que, pour sauver les créanciers de sa dette publique, il faudra rapidement un nouveau plan, de 40 milliards d'euros minimum. Ils considèrent donc la présence de la Grèce dans la zone euro comme un sursis, malgré les promesses faites par Nouvelle Démocratie.

L'Espagne n'a pas quitté le collimateur des marchés. Marian Rajoy présentait pourtant les difficultés de l'Espagne comme une conséquence de l'incertitude de la situation grecque. Dès le lendemain de l'élection grecque, les taux exigés par les marchés financiers pour permettre à l'Espagne de refinancer sa dette à 10 ans dépassaient 7 % et atteignaient 7,22 %. Un taux que l'Espagne (comme tout autre Etat) ne pourra pas longtemps supporter. Elle devra alors, soit restructurer sa dette publique, soit demander à l'Union européenne un plan de sauvetage de ses créanciers (des banques espagnoles en grande partie). Un prêt qui non seulement mettra aussitôt l'Italie en ligne dans le collimateur des marchés mais qui paraît tout à fait hors de portée du « pare-feu » européen, qu'il s'agisse du Fonds

européen de stabilité financière (FESF) ou du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Jean-Jacques Chavigné, le 19 juin 2012

Résultats des élections législatives en Grèce

	Octobre 2009	Mai 2012	Juin 2012
Nouvelle Démocratie	33,48 % - 91 sièges	18,85 % - 108 sièges	29,66 % - 129 sièges
Syriza	4,60 % - 13 sièges	16,78 % - 52 sièges	26,89 % - 71 sièges
Pasok	43,92 % - 160 sièges	13,18 % - 41 sièges	12,28 % - 33 sièges
Grecs indépendants		10,61 % - 33 sièges	7,51 % - 20 sièges
Dimar		6,11 % - 19 sièges	6,26 % - 17 sièges
KKE	7,54 % - 21 sièges	8,48 % - 26 sièges	4,50 % - 12 sièges
Aube Dorée		6,97 % - 21 sièges	6,92 % - 18 sièges
Laos	5,63 % - 15 sièges	2,9 % - 0 siège	1,58 % - 0 siège
Participation	70,92 %	65,10 %	62,47 %